

qu'elle comportait pour notre pays et il a montré la nécessité de substituer une politique de négociation aux solutions de force...

Dès le premier jour, il s'est dressé contre la politique de démission nationale et de préparation d'une troisième guerre mondiale.

Dès le premier jour, le Parti, prenant en mains la cause de la Paix et des intérêts de la Nation, a mis en évidence quels rapports pacifiques établis sur un pied d'égalité et avantageux pour les deux pays pourraient exister entre la France et le Vietnam. »

Suit un hommage à ceux qui ont lutté contre la « sale guerre ».

Pour le parti communiste, cette conférence est « un important succès de la cause de la Paix », mais il existe des risques de violation de l'accord. Aussi, l'action populaire aura encore son rôle à jouer. Le texte se termine sur les possibilités ouvertes par cette Conférence : « La Conférence de Genève souligne la possibilité de résoudre les autres problèmes, les plus urgents, dont dépend le sort et l'avenir de notre Nation », c'est-à-dire la C.E.D.

Dans cette déclaration, pas un mot pour les combattants du Vietminh qui ont infligé une défaite cuisante à la France et dont l'action a plus joué dans cette défaite que celle du peuple français. Les limites mêmes de l'accord ne sont pas évoquées. Au contraire, Pierre Courtade dans *L'Humanité* du 21 juillet n'insiste que sur les aspects positifs :

— « la fixation d'une date pour les élections ruine les plans de ceux qui auraient voulu transformer la ligne d'armistice en une frontière et perpétuer en Indochine un partage qui eût fait du Vietnam une autre Corée ». Cependant, on peut se demander si l'Etat du Sud acceptera de respecter l'accord.

— « L'assurance que la partie Sud du Vietnam, le Laos et le Cambodge n'entreront pas dans une coalition militaire garantit la paix dans cette région. » Mais Courtade ne parle pas de la clause selon laquelle le Laos et le Cambodge peuvent faire appel à une aide militaire étrangère, en cas d'un danger mal précisé. N'est-ce pas, de fait, accepter l'éventualité d'une intervention américaine ?

— l'application de l'accord sera contrôlée « par une Commission dont la composition équilibrée donne des garanties sérieuses à toutes les parties ». Mais, au sein de cette Commission, se trouve un seul représentant communiste sur trois délégués.

Le problème de savoir si les dispositions de l'accord « tiennent compte de la situation militaire réelle » (cf. *L'Humanité*, 11 mai) n'est plus posé. Le plus important, pour le parti communiste, est qu'un accord soit intervenu entre les grandes puissances. C'est un succès de la coexistence pacifique qui ouvre la possibilité de régler les problèmes européens de la même façon.

L'attitude du parti communiste, lors des négociations, le bilan qu'il tire des accords, montrent en quoi il s'est complètement adapté aux considérations diplomatiques des deux grands du camp socialistes. Il n'a pas conçu son soutien aux propositions du Vietminh comme devant être basé sur l'action des masses qu'il influence. Il a agi en force d'appoint à la politique des deux Grands du camp socialiste. Les délégations à Genève avaient

pour rôle d'exercer une pression savamment dosée sur le gouvernement français, mais, il évita délibérément d'organiser des manifestations en France même. Il ne riposta même pas à l'interdiction de la manifestation du 14 juillet. On peut penser qu'il voulait ainsi ménager le nouveau Président du Conseil dont il avait voté l'investiture.

Contrairement au bilan entièrement positif tiré par le parti communiste sur les accords, on peut se demander s'ils tenaient compte de la situation politique et militaire. Il faut d'abord constater qu'ils consacrent une victoire importante du Vietminh puisqu'ils délivrent du joug du colonialisme français douze millions d'hommes ; plus de la moitié de la population vietnamienne accède à l'indépendance.

Cependant, ces accords constituent aussi une solution de compromis et ce, sur deux points essentiels :

— la date des élections donne un délai suffisant pour créer un Etat nationaliste au Sud, et, par là même, pour remettre en question la réunification ultérieure. Elle enlève aux vainqueurs de Dien Bien Phu la possibilité de réaliser une unité qui ne pouvait être qu'en leur faveur ;

— la situation politique et militaire permettait d'obtenir une solution beaucoup plus avantageuse pour le Vietminh (voir la carte). L'avis d'un haut fonctionnaire cité par Devillers est significatif à cet égard :

« Les accords du 20 juillet constituent une manière de transposition sur la carte de la situation militaire existant à cette date. Cette transposition nous est favorable à plus d'un titre. La situation militaire existant au 20 juillet était des plus précaires. Nous étions hors d'état de tenir Hanoï, le Commandement nous a fait savoir que l'envoi même de deux unités du contingent n'eût pas permis de conserver la capitale du Tonkin. La ville pouvait être coupée de Haïphong en un jour. La retraite de la garnison, sous le feu du canon eût été très onéreuse. La base de Haïphong même, sur laquelle nous eussions dû nous replier, était minée par l'existence d'une Cinquième colonne, grossie de nombreux éléments réfugiés. En outre, toutes nos forces étaient concentrées dans le Nord. Nous étions dans le Sud à la merci d'un incident ; compte tenu de ces indications vérifiées, il est permis de penser que la séparation au treizième parallèle serait la réalité de plus près que ne le fait le choix du dix-septième parallèle obtenu par nous. »

Aussi, on peut penser que Mendès-France a obtenu pour la France le moins mauvais des compromis possible. Le jugement d'André Marty, en 1955, vaut par sa lucidité :

« Devant le désastre imminent, Mendès-France a obtenu un armistice qui préserve les intérêts colonialistes essentiels et surtout qui a jeté des bases pour une nouvelle reprise de la guerre avec, cette fois, l'intervention américaine ouverte... Après Dien Bien Phu, le corps expéditionnaire était menacé d'un nouveau Dunkerque. Dès lors, il n'y avait plus que deux solutions : ou bien l'intervention militaire américaine, c'est-à-dire la guerre mondiale, les Américains refusèrent... Pierre Mendès-France a obtenu un ar-